

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 14/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERTIVAL**

ZAC de Beausoleil  
22400 Lamballe-Armor

Références : 2024.201  
Code AIOT : 0005500088

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement FERTIVAL implanté RUE DE LA JEANNAIE ZAC de Beausoleil 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERTIVAL
- RUE DE LA JEANNAIE ZAC de Beausoleil 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS FERTIVAL, filiale du groupe COOPERL ARC ATLANTIQUE (spécialisé dans l'abattage et la transformation des viandes de porcs) est autorisée par arrêté préfectoral du 19 février 2008 à exploiter sur son site de Lamballe une usine de traitement et de valorisation de déchets non dangereux.

Les unités de FERTIVAL Lamballe produisent de l'énergie au travers de ses lignes de traitement de déchets « biomasse » (four et oxydeur), du biocombustible Combioval (unité de traitement de déchets gras) et des matières premières dans la fabrication d'engrais organiques (ligne de séchage des boues de lisier dont le TRAC, extrait solide de lisier de porcs et de boues issues du prétraitement des effluents de l'abattoir).

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.6.1.1 et 4.3.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Respect VLE (Valeurs Limite d'Emissions)	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.7.1	Demande d'action corrective	6 mois
7	Contrôle de recalage externe	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 9.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Déclaration annuelle émission polluants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Autorisation de de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.7	Sans objet
4	Surveillance des macropolluants	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.14	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 10.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique principale de contrôle devait porter sur le respect de la réglementation liée aux rejets de micropolluants dans les rejets aqueux (articles concernés dans l'Arrêté ministériel du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération pour ce site).

Or, le site Fertilal comporte plusieurs installations (sur le site de la Cooperl) :

- un incinérateur (traitement thermique de déchets non dangereux) soumis à la rubrique 2771 mais sans rejets aqueux
- un sécheur, non classé au sein de la nomenclature IC, à l'origine des rejets aqueux du site, de par les condensats générés
- un oxydeur thermique, non classé au sein de la nomenclature IC, sans rejets aqueux

Les dispositions réglementaires de l'AM du 20/09/02 liées aux rejets aqueux n'ont donc pas lieu de s'appliquer puisque l'incinérateur ne génère aucun effluent aqueux. Cependant, aucune mention n'est faite en ce sens dans l'arrêté préfectoral qui réglemente le site (AP du 19/02/08). Plus largement et par conséquent, les dispositions de l'arrêté préfectoral relatives aux effluents aqueux du site (générés exclusivement par l'activité de séchage, non classée) sont donc à revoir. L'exploitant a informé l'inspection de son intention de déposer un dossier sous forme de porter à connaissance au préfet (d'ici fin 2024) afin de clarifier cette situation et demander une révision de son arrêté préfectoral. Les observations et demandes de l'inspection issues des points contrôlés sont donc rédigées en ce sens.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ....)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux plans ont été fournis en amont de l'inspection, sous format numérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan d'alimentation en eau, daté du 22 mai 2024, présentant les réseaux AEP et eau ultrafiltrée recyclée</li> <li>- un plan des réseaux d'eaux collectées (eaux pluviales, eaux usées, eaux vannes) daté du 5 mars 2024</li> </ul> <p>Les eaux pluviales (toiture et voirie) rejoignent un bassin de 4500m3 (communal) via un exutoire commun aux eaux pluviales de la Cooperl (situé à l'Est du site de la Cooperl).</p> <p>Les eaux de procédés (condensats de vapeur issus de l'installation de séchage) rejoignent la station de traitement de la COOPERL-HUNAUDAYE.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Le plan doit être mis à jour afin d'y intégrer notamment les points de surveillance et de rejet. Délai : 6 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Autorisation de de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.3.7 L'exploitant devra se pourvoir d'une autorisation de rejet qui définira les caractéristiques maximales de rejet. Cette autorisation est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)  Article 4.3.7.2 les eaux résiduaires industrielles de l'ensemble de l'établissement sont rejetées vers les installations de pré-traitement exploitées par la société COOPERL-HUNAUDAYE avant de rejoindre le réseau d'assainissement de la ville de LAMBALLE. A cet effet, l'exploitant doit se pourvoir d'une convention de rejet régissant les rapports entre l'exploitant et la société COOPERL-HUNAUDAYE. Celle-ci est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.(...)
<b>Constats :</b>  Une convention pour le traitement des eaux usées existe entre Fertilal et Cooperl-Hunaudaye. Elle a été transmise en amont de l'inspection. La convention initiale, en date du 25 octobre 2005, conclue pour une durée indéterminée, a fait l'objet d'un avenant le 17 décembre 2007. Selon l'exploitant, elle fera l'objet d'une actualisation dans le cadre du dossier porté à connaissance du Préfet qui sera déposé d'ici fin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Points de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.6.1.1 et 4.3.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.3.6.1.1 Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### Article 4.3.7.2

(...)

Avant déversement vers les installations de pré-traitement des eaux, le débit des eaux rejetées devra être contrôlé en continu par un (ou des) dispositif(s) enregistreur(s).

#### Constats :

Un point de prélèvement d'effluents aqueux ainsi qu'un débitmètre (mesure en continu avec enregistrement des données en supervision) sont en place, à la sortie de l'unité Festival, avant que les effluents ne rejoignent la station de traitement de la Cooperl. Cependant, le point de prélèvement est asservi au temps (et non au débit) et les échantillons étaient stockés à la température de 19°C le jour de l'inspection (pour une température réglementaire comprise entre 2 et 8°C).

L'exploitant a néanmoins expliqué que les effluents aqueux proviennent des condensats de vapeur générés par l'activité de séchage non classée et que, malgré la réfrigération en place, l'arrivée à haute température de ces condensats ne permet pas un stockage à température réfrigérée. Il a précisé, par ailleurs, que l'incinérateur ne générerait pas d'effluents aqueux.

Dans ces conditions, étant donné que les effluents aqueux ne proviennent pas d'une installation classée et que leur acceptabilité par la station de la Cooperl ne pose pas de problème en terme de traitement (faible volume), ils n'ont pas vocation à faire l'objet d'une réglementation spécifique (notamment l'asservissement du prélèvement au débit et la réfrigération des échantillons imposés par l'arrêté ministériel du 20/09/02 relatif aux incinérateurs)

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une information officielle à l'inspection sera faite en ce sens par l'exploitant, dans le cadre du dossier de porter à connaissance qui sera déposé au préfet d'ici fin 2024. Délai : 6 mois

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Surveillance des macropolluants

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

#### Prescription contrôlée :

Le programme d'autosurveillance des rejets d'eaux industrielles est réalisé dans les conditions suivantes : (voir paramètres et fréquences associées)

#### Constats :

D'après les données saisies sur GIDAF les 12 derniers mois, les fréquences d'analyses sur échantillon 24h sont respectées (à l'exception de quelques mesures journalières en août 23, dû au décès de la personne en charge de ces analyses).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect VLE (Valeurs Limite d'Emissions)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 4.3.7.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Toutes les eaux résiduaires industrielles des installations de traitement des boues, des graisses d'assainissement ainsi que celles provenant de l'unité de préparation d'engrais organiques et les effluents issus des opérations de dépotage et d'entreposage des déchets ainsi que les eaux pluviales de la voirie susceptibles d'être polluées, etc..sont collectées dans l'établissement et doivent subir un (ou des) traitement(s) spécifique(s) permettant de satisfaire, aux points de rejet précisées dans le présent arrêté, aux valeurs limites indiquées ci-après.

En particulier, toute dilution des rejets liquides pour respecter les valeurs limites ci-dessous est interdite.

(cf valeurs limites émissions)

**Constats :**

Sur les 12 derniers mois, d'après les résultats saisis sur la base GIDAF, sont observés :

- des pH basiques quasi-systématiques (jusqu'à 10, supérieurs à la VLE de 8,5) sur l'ensemble des mesures. D'après l'exploitant, les pH saisis correspondent au pH moyen mesuré sur l'échantillon prélevé sur 24h.

- des dépassements récurrents de la VLE en concentration de l'azote global (NGL) sur les périodes août-décembre 2023 et mars-avril 2024 : jusqu'à 3523 mg/L en avril 2024 pour une VLE de 1900 mg/L

Selon l'exploitant, les dépassements en mars et avril 2024 sont dus à un encrassage de la tuyauterie. Un nettoyage aurait été réalisé et les résultats de mai seraient satisfaisants, d'après ses déclarations.

Par ailleurs, un contrôle inopiné mandaté par l'inspection le 22/06/23 a relevé:

- une température très importante des rejets (jusqu'à 85,3°C pour une limite fixée à 30°C)
- des pH instantanés jusqu'à 8,6

L'exploitant précise que les volumes d'effluents de Fertilal sont très faibles par rapport au volume traité par la station de la Cooperl, et que, de ce fait, les dépassements constatés n'ont aucun impact sur le bon fonctionnement de la station. Il envisage donc de rehausser les valeurs limites correspondantes (sur le pH, température et azote global) dans le cadre de l'actualisation prochaine de la convention de déversement des effluents, qui sera jointe au dossier porté à la connaissance du préfet d'ici fin 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La convention de déversement actualisée, accompagnée de la justification démontrant que l'augmentation des VLE n'auront pas d'impact sur le bon fonctionnement de la station de traitement des effluents aqueux, seront transmises à l'inspection. Délai : 6 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 10.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, avant le 20 du mois suivant, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement sont joints. .
<b>Constats :</b>  Sur les 12 derniers mois, l'ensemble des déclarations mensuelles ont été transmises sur GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle de recalage externe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2008, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étalonnage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 9.1.2 Dans le cas où les mesures d'auto-surveillance sont réalisées en interne (avec ses moyens) par l'exploitant, ce dernier fait procéder à des mesures comparatives, selon les procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. (...)
Article 9.2.1 (...) L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. (...) Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :



Paramètre (tous) : fréquence annuelle
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les échantillons d'autosurveillance sont analysés en interne par le laboratoire Denitral (filiale de la Cooperl).</p> <p>Les analyses des effluents aqueux de Fertilal ne font pas l'objet de recalage externe, mais l'exploitant indique que les mêmes méthodes analytiques du laboratoire Denitral font par ailleurs l'objet (2 fois par an) d'une comparaison gérée par le Satese 22 (qui sous-traite à Laboce, laboratoire agréé) sur les échantillons des autres points de surveillance du site de la Cooperl.</p> <p>Le débitmètre a fait l'objet d'un contrôle par IRH, organisme accrédité COFRAC, le 30/05/24. Le rapport a été transmis à l'inspection au cours de la visite. Il indique un bon fonctionnement du débitmètre mais ne valide pas le dispositif de prélèvement (pour cause notamment de température de l'enceinte de stockage des échantillons trop élevée et d'échantillonnage asservis au temps au non au débit).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Voir remarque point de contrôle n°3 (points de prélèvement)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Déclaration annuelle émission polluants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</li> <li>(...)</li> <li>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</li> <li>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</li> <li>(...)</li> </ul>
<b>Constats :</b>

La déclaration pour les prélèvements d'eau et les rejets aqueux de 2023 a bien été réalisée sur le site GEREP.

Cependant, il y est indiqué:

- un volume prélevé sur AEP de 58391m<sup>3</sup> pour 2023 (pour 30.000m<sup>3</sup> autorisés – cf Art 4.1.1 de l'AP du 19/02/08). L'exploitant indique que cela pourrait correspondre à une erreur dans l'arrêté préfectoral (inversion des volumes entre réseau public et eau recyclée),
- un rendement de la STEP sur le traitement final du nickel de 100% (STEP Souleville de Lamballe), ce qui laisse supposer que la station abat 100% du nickel et qu'aucun flux n'est rejeté dans le milieu naturel. Un rendement aussi performant nous apparaît étonnant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirmera à l'inspection :

- le volume maximal prélevable sur le réseau public et celui correspondant à l'usage de l'eau recyclée. Si le volume maximal prélevé sur le réseau public s'avère supérieur à 30.000 m<sup>3</sup>/an, un document d'engagement du gestionnaire du réseau AEP sera fourni.
- Le rendement de la STEP de Souleville concernant l'abattement du nickel

Délai : 6 mois

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois